



# CARNET DE CAMPAGNE



## ÉLECTIONS MUNICIPALES GENEVOISES 2025



RENCONTRES AVEC LES PARTIS POLITIQUES



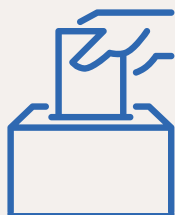
# Introduction

Les élections municipales genevoises se tiendront les **23 mars et 13 avril 2025**. Un rendez-vous important de la vie citoyenne et donc une occasion pour la CICAD de poursuivre ses échanges avec les responsables politiques. La CICAD est partie à la rencontre des candidats des différents principaux partis.

Ces échanges permettent notamment de renforcer et d'assurer la stabilité de la collaboration CICAD avec les responsables politiques genevois mais surtout de les sensibiliser à nos problématiques et nos initiatives.

Ce carnet de campagne a pour but d'encourager nos membres, les membres des communautés et autres proches de la CICAD à accomplir leur devoir de citoyen et voter lors des élections.

**A vous toutes  
et tous  
VOTEZ!**



# Sommaire

## 4 MCG

**François Baertschi** : Président, Député au Grand Conseil

**Gabriela Sonderegger** : Députée Grand Conseil, Vice-présidente, Candidate au Conseil Municipal Ville de Genève

**Amar Madani** : Conseiller municipal Ville de Genève, Candidat au Conseil Municipal Ville de Genève

## 6 PLR

**Pierre Nicollier** : Président, Député Grand Conseil

**Natacha Buffet-Desfayes** : Députée au Grand Conseil, Candidate au Conseil Administratif Ville de Genève

**Jules Munier** : Conseiller municipal (Cologny), Vice-président (Cologny), Candidat au Conseil administratif (Cologny), Candidat au Conseil municipal (Cologny)

**Jean-Pierre Pasquier** : Conseiller administratif de la ville d'Onex et député au Grand Conseil, Candidat au Conseil municipale Ville d'Onex

**Edouard Cuendet** : Conseiller Municipal (Cologny), Candidat au Conseil administratif (Cologny), Candidat au Conseil municipal (Cologny)

## 8 UDC

**Alexandre Chevallier** : Président de l'UDC Ville de Genève, Vice-président de l'UDC Genève et Candidat au Conseil administratif de la Ville de Genève

**Vincent Schaller** : Chef de groupe et conseiller municipal, Membre du Comité Directeur UDC Genève (canton) et candidat au Conseil administratif de la Ville de Genève

## 10 PS

**Thomas Wenger** : Président, Député au Grand Conseil

**Christina Kitsos** : Conseillère Administrative Ville de Genève, Candidate à sa réélection

**Salima Moyard** : Conseillère Administrative Ville de Lancy, Candidate au Conseil Municipal et Administratif Ville de Lancy

**Martin Staub** : Conseiller Administratif Ville de Vernier, Candidat au Conseil Municipal et Administratif Ville de Vernier

## 12 Les Vert-e-s

**Alfonso Gomez** : Membre du Conseil Administratif Ville de Genève, Candidat au Conseil administratif

**Marjorie De Chastonay** : Députée au grand Conseil, Candidate au Conseil administratif

**Laurent Jimaja** : Conseiller Administratif Ville du Grand-Saconnex

**Maryam Yunus Ebner** : Conseillère administrative Ville d'Onex, Candidate au Conseil administratif

## 14 PDC - Le Centre

**Philippe Rochetin** : Président, Candidat au Conseil Municipal et Administratif Ville de Plan-les-Ouates

**Marie Barbey-Chappuis** : Conseillère administrative Ville de Genève, Candidate au Conseil administratif

**Sébastien Desfayes** : Député au Grand Conseil

**Vincent Gillet** : Secrétaire général

## 16 Vert' Libéraux

**Aurélien Barakat** : Président PVL Canton de Genève, Candidat Conseil municipal

**Michaël Maquarti** : Vice-Président PVL Canton de Genève, Candidat au Conseiller municipal

**Manuelle Pernoud** : Vice-Présidente PVL Canton de Genève

**Michel Roche** : Secrétaire général PVL Canton de Genève, Candidat au Conseil municipal

**Yves Herren** : Président PVL Ville de Genève, Candidat au Conseil municipal

**Jean-Eudes Gautrot** : Candidat au Conseil Municipal et Administratif de Veyrier

**Sabine Latour** : Membre du Comité Directeur

## 18 Libertés et Justice sociale

**Simon Brandt** : Candidat au Conseil administratif Ville de Genève

**Francisco Taboada** : Député au Grand Conseil, Candidat au Conseil Administratif Ville de Veyrier

**Jacques-François Perrenoud** : Candidat au Conseil Municipal de la Ville de Genève

Absents de ce carnet de campagne, le parti **ENSEMBLE A GAUCHE** n'a pas souhaité rencontrer la **CICAD**.  
Voir leur réponse en page 20.

*« Je remercie la CICAD pour son travail de veille et sa capacité à signaler des dérives qui pourraient autrement passer inaperçues. »*

**Gabriela Sonderegger, Vice-présidente du MCG**

**Lundi 3 février 2025**

### **Positionnement politique et priorités du MCG**

François Baertschi, Président du MCG, insiste sur la volonté du parti de rassembler les Genevois et de se concentrer sur des enjeux locaux concrets, tels que l'emploi, la sécurité, l'incivilité et les transports. Loin de se laisser influencer par des conflits étrangers, le MCG veut répondre aux besoins spécifiques des citoyens, notamment des jeunes en difficulté d'insertion professionnelle. François Baertschi met l'accent sur l'importance de ne pas tomber dans des logiques d'exclusion, tout en reconnaissant des divisions qui peuvent surgir.

### **Instrumentalisation politique du débat**

Amar Madani déplore l'instrumentalisation des débats locaux à des fins électorales, notamment au sujet d'un vote au Grand Conseil amplifié par les médias et partis politiques. Il défend la position constante du MCG, qui refuse d'importer les problèmes français en Suisse, soulignant les différences de contexte entre les deux pays.

### **L'affaire Thierry Cerutti**

L'affaire Thierry Cerutti, impliquant des propos et une gestuelle controversée (l'élu aurait prononcé le mot « Heil » en levant le bras lors d'une séance au Conseil Municipal de Vernier en décembre), soulève des questions sur la communication non verbale en politique. François Baertschi note que ces tensions sont exacerbées pendant les campagnes électorales, où des rivaux exploitent les erreurs pour déstabiliser un candidat. Le MCG souligne l'importance de la discipline dans la communication,



La délégation du MCG : Amar Madani, François Baertschi et Gabriela Sonderegger

particulièrement pour éviter les dérapages susceptibles de nourrir des narratifs malveillants. François Baertschi précise que, bien que la diversité des opinions soit forte, le parti n'hésite pas à recadrer ses membres lorsque nécessaire. Dans cette affaire, il renvoie au communiqué explicite de Thierry Cerutti.

### **Financement public des structures culturelles**

Le MCG critique un système de subventions culturelles jugé clientéliste et appelle à une refonte de l'attribution de ces financements. L'objectif serait de favoriser l'indépendance financière des institutions et de renforcer le contrôle sur ces aides.

### **Politisation du conflit israélo-palestinien à Genève**

Gabriela Sonderegger dénonce la politisation croissante du conflit israélo-palestinien dans les débats, avec des militants utilisant les manifestations politiques pour faire avancer la cause anti-israélienne. Johanne Gurfinkiel critique le manque

de fermeté des autorités locales face à ces tensions.

### **Occupation des universités et réaction des autorités**

François Baertschi évoque la difficulté d'intervenir face aux occupations universitaires, une tradition de militantisme étudiante à Genève. Il insiste sur la nécessité de distinguer la liberté d'expression de l'occupation illégale d'espaces publics, appelant à une réaction ferme des autorités.

### **Influence des partis politiques et rôle de l'université**

François Baertschi critique le financement indirect d'organisations étudiantes à des fins partisans, soulignant le manque de réaction des partis politiques face à cette dérive. Il appelle à une meilleure régulation de l'influence politique sur les mouvements étudiants.

### **Absence de réaction politique et ses conséquences**



La délégation CICAD : Dalia Donath, Laurent Selvi, Johanne Gurfinkiel et Danielle Benarroch.

#### Les positions du MCG :

- Dénonce la politisation croissante du conflit israélo-palestinien dans les débats locaux.
- Une meilleure régulation de l'influence politique sur les mouvements étudiants.
- Souhaite plus axer le débat sur le problème des graffitis et leurs messages à caractères haineux.

Le manque de réaction face à certaines tensions génère un climat d'insécurité, notamment au sein de la communauté juive.

Laurent Selvi souligne le sentiment de malaise ressenti par les membres de cette communauté et plaide pour une prise de conscience politique.

#### Importance du dialogue politique et du forum d'action publique

Les intervenants insistent sur l'importance d'un dialogue politique ouvert et de forums comme celui de la CICAD pour enrichir les débats. Ils appellent à préserver une Genève inclusive et multiculturelle, fidèle à son héritage. Gabriela Sonderegger a tenu à remercier et saluer le travail de la CICAD en particulier durant ces temps troublés.

Les discussions se concluent sur une note d'accord général sur la nécessité de préserver un projet politique démocratique et commun, afin de garantir la stabilité et la cohésion sociale à Genève.

*" Bien que la diversité des opinions soit forte, le parti n'hésite pas à recadrer ses membres lorsque nécessaire. "*

**François Baertschi, Président du MCG**

#### Composition des délégations :

Le MCG:

**François Baertschi** : Président du MCG  
**Amar Madani** : Conseiller Municipal Ville de Genève  
**Gabriela Sonderegger** : Vice-présidente du MCG, Députée au Grand Conseil

*" Je déplore l'instrumentalisation des débats locaux à des fins électorales, le MCG refuse de projeter les problèmes français sur la Suisse, il y a des différences de contexte entre les deux pays. "*

**Amar Madani, Conseiller Municipal, Ville de Genève**

La CICAD :

**Laurent Selvi** : Président  
**Johanne Gurfinkiel** : Secrétaire général  
**Danielle Benarroch** : Assistante du Secrétaire général et chargée de projets  
**Dalia Donath** : Coordinatrice CICAD Vaud  
**Line Behr** : Chargée de communication

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

DU MOUVEMENT CITOYENS GENEVOIS

**La route de Florissant  
scandaleusement barbouillée**

## RAS-LE-BOL DES TAGS ET DÉGRADATIONS DE LA VILLE

Le MCG apprend avec consternation que la succursale de l'UBS à la route de Florissant et l'espace environnant ont été barbouillés de gribouillis sur un conflit étranger avec d'inscriptions qui ne concernent pas Genève, ville de paix.

Les habitants de notre canton ne doivent pas subir ces dégradations de l'espace public, qui développent un fort sentiment d'insécurité. Notre ville n'a pas à être transformée en bidonville à ciel ouvert.

Le MCG propose un renforcement de la politique de la Ville de Genève contre les incivilités et l'insécurité. Nous déplorons le fait que l'actuel Conseil administratif (gauche-Centre) n'a pas la volonté de mener une véritable politique de fermeté contre ces débordements que nous ne pouvons pas tolérer.

Les habitants de notre canton ont le droit de vivre dans un cadre apaisé sans subir ce genre d'agressivités.

*François Baertschi, président du MCG*



**Natacha Buffet-Desfayes, Députée au Grand Conseil, Candidate au Conseil Administratif**

**Jeudi 6 février 2025**

### L'importation du conflit au Moyen-Orient en Suisse

Suite à la récente dégradation de tags anti-Israéliens sur l'agence UBS de Florissant, de Plan-les-Ouates, de Vernier et d'un bureau Axa, Edouard Cuendet se dit choqué. Les prises de positions des partis sur ce sujet se sont faites timides, par crainte selon lui. Il distingue clairement deux sujets : la lutte contre l'antisémitisme local, particulièrement envers les citoyens juifs suisses, et l'importation de la politique israélienne. Il se montre demandeur d'un argumentaire de la CICAD afin de se tenir informé et de savoir quoi répondre lorsqu'il est interpellé sur ce sujet délicat.

Pierre Nicollier abonde dans ce sens : "En campagne, il est difficile de faire la différence entre l'actualité politique et l'actualité locale".

Pour Jules Munier, c'est par le thème de la sécurité, importante au PLR, qu'il faudrait montrer plus de fermeté. "Notre électorat, de manière générale, est très intéressé. En tout cas, il y a un thème fort qui revient, c'est la sécurité."

Jean-Pierre Pasquier amène également la question des drapeaux palestiniens exposés à de nombreux balcons qui génèrent un grand malaise.

Bien qu'ils suscitent des tensions, ce sujet doit être abordé avec précaution pour ne pas exacerber le conflit local. Les régies ont parfois joué un rôle clé pour apaiser ces situations entre voisins.

### Place Ruth Fayon

Bien que cela puisse être un moyen de promouvoir l'égalité, la féminisation des noms de rues a soulevé quelques débats au sein du PLR. Le soutien quant à la validation du nom de Ruth Fayon en lieu et place de l'actuelle Place de la Petite Fusterie s'est fait timidement, ce que Johanne Gurfinkiel regrette. Il ajoute que Michel Halpérian mériterait



La délégation du PLR Genève : Edouard Cuendet, Pierre Nicollier, Natacha Buffet-Desfayes, Jean-Pierre Pasquier et Jules Munier

également son inscription dans l'espace public notamment à Cologny. Jules Munier et Edouard Cuendet se sont montrés favorables à cette idée.

### L'interdiction de l'utilisation des symboles nazis

Johanne Gurfinkiel salue l'engagement du PLR dans le succès de la campagne en faveur de l'interdiction de l'utilisation des symboles nazis. Pierre Nicollier avait notamment organisé la conférence de presse dans les locaux du parti lors des votations du 9 juin 2024. Pierre Nicollier déplore la lenteur de l'avancée de ce dossier législatif entre les mains de la Conseillère d'Etat Carole-Anne Kast.

### Engagement des communes sur les programmes éducatifs

Johanne Gurfinkiel déplore que la commune de Cologny ait toujours refusé de soutenir la CICAD pour la mise en place de programmes éducatifs. Jules Munier et Edouard Cuendet ont

*"J'ai été très choqué par les dégradations de l'UBS de Florissant, et Vernier. Je pense qu'il y a une crainte de se positionner. La CICAD pourrait nous donner les outils pour mieux argumenter"*

**Edouard Cuendet**  
Conseiller Municipal (Cologny)

été interpellé par ce refus et se sont montrés enclin à ouvrir le dialogue au sein de la commune sur la nécessité d'un soutien pour ces programmes.

### Dérive idéologique de la Licra Genève

Natacha Buffet-Desfayes a fait part de son étonnement et de son incompréhension de la prise de position de la Licra Genève dans un récent débat sur le port du Burkini. Différents partis étaient invités à s'exprimer sur le sujet et la Licra Genève s'est clairement orientée en faveur du burkini, une position éloignée de celle que l'on imaginait. Elle exprime une inquiétude quant à l'influence de la LICRA Genève sur certaines administrations et politiques locales.



La délégation CICAD : Laurent Selvi, Johanne Gurfinkiel et Danielle Benarroch

Pour Laurent Selvi, qui cite l'exemple de la Ligue des Droits de l'Homme en France qui a connu un phénomène similaire, les politiciens ne sont pas conscients de ces évolutions en raison de l'image historique de l'organisation.

#### Financement des associations étudiantes et infiltration politique

Pierre Nicollier et Natacha Buffet-Desfayes abordent la question du financement automatique des associations étudiantes, soulignant qu'il prive les étudiants de tout choix. Ils critiquent l'influence marquée de l'extrême gauche sur ces associations, qui emploient des militants politiques. Ils proposent de restructurer ce financement pour rééquilibrer les forces en présence, accusant la gauche de contrôler les syndicats et de maintenir un pouvoir via d'anciens militants.



La formule pour une Ville mieux gérée.

*"Notre électorat, de manière générale, est très intéressé par un thème fort qui revient, c'est la sécurité."*

**Jules Munier**  
Conseiller Municipal (Cologny)

*"Que peut-on faire face à la multiplication de drapeaux palestiniens exposés sur les balcons ?"*

**Jean-Pierre Pasquier**  
Conseiller administratif de la ville d'Onex et député au Grand Conseil

*"Le dossier législatif sur l'interdiction de l'utilisation des symboles nazis pourraient clairement avancer plus vite"*

**Pierre Nicollier**  
Président, Député Grand Conseil

*« Il est de notre devoir de condamner fermement tout acte qui attise la haine, incite à la violence ou instrumentalise des conflits. Les saccages récents font malheureusement partie intégrante de ces actes. Je les dénonce donc sans équivoque, car rien ne justifie que l'on appelle à dresser les gens les uns contre les autres. Rien. Jamais. Nulle part. J'en appelle, comme je l'ai toujours fait, à défendre une ville et un canton où le respect, le dialogue et la sécurité de toutes et tous prévalent sur la division et la violence. J'appelle de mes vœux le même engagement dans tous les autres partis politiques. »*

Natacha Buffet-Desfayes, candidate au Conseil administratif de la Ville de Genève

#### Le PLR Genève soutient :

- Une sécurité plus ferme. A dénoncé à travers un communiqué les dégradations des banques UBS et Assurances AXA.
- L'interdiction de l'utilisation des symboles nazis.
- L'expertise de la CICAD en terme de définition de l'antisémitisme.

#### Composition des délégations :

Le PLR Genève :

**Pierre Nicollier** : Président, Député Grand Conseil

**Natacha Buffet-Desfayes** : Députée au Grand Conseil, Candidate au Conseil Administratif

**Jules Munier** : Conseiller municipal (Cologny), Vice-président (Cologny), Candidat au Conseil administratif (Cologny), Candidat au Conseil municipal (Cologny)

**Jean-Pierre Pasquier** : Conseiller administratif de la ville d'Onex et député au Grand Conseil de la République et canton de Genève, Candidat au Conseil administratif de la ville d'Onex

**Edouard Cuendet** : Conseiller Municipal (Cologny), Candidat au Conseil administratif (Cologny), Candidat au Conseil municipal (Cologny)

La CICAD :

**Laurent Selvi** : Président

**Johanne Gurfinkiel** : Secrétaire général

**Danielle Benarroch** : Assistante du Secrétaire général et chargée de projets

**Line Behr** : Chargée de communication



## « Genève ne doit pas devenir un terrain de propagande pour des conflits étrangers »

**Vincent Schaller, chef de groupe et conseiller municipal, candidat au Conseil administratif de la Ville de Genève**

**Vendredi 7 février 2025**

### Interdiction de l'utilisation des symboles nazis

Lors des débats au Grand Conseil genevois sur l'interdiction des symboles et discours haineux, l'UDC s'est finalement fermement opposée en assemblée à soutenir cette mesure, estimant qu'elle allait à l'encontre des principes du système politique suisse.

Vincent Schaller a exprimé son rejet d'une telle interdiction en la qualifiant de contre-productive et inutile. Selon lui, la Suisse se distingue par un système démocratique où les citoyens assument leur responsabilité sans nécessiter un excès de régulations. Il a dénoncé un mimétisme des modèles étrangers, affirmant que « copier ces interdictions, c'est infantiliser les citoyens et donc indirectement saboter nos institutions ». Il a insisté sur la nécessité de préserver une approche suisse des libertés individuelles, plutôt que d'imposer des règles inspirées d'autres pays, où le pouvoir décisionnel du peuple est plus restreint.

Alexandre Chevalier a développé un argument juridique contre la création d'une nouvelle norme, estimant que le cadre légal actuel suffit déjà à sanctionner les actes liés aux symboles nazis et autres manifestations de haine. Il a averti qu'« ajouter une norme spécifique serait déséquilibré », car cela risquerait d'omettre d'autres symboles de haine tout aussi problématiques. Selon lui, le droit fédéral offre déjà des outils adaptés, et il n'y a pas lieu d'alourdir la législation avec une interdiction supplémentaire, qui pourrait même affaiblir la cohérence du cadre juridique existant.

Au-delà de l'UDC, le débat a opposé deux visions : celle d'une régulation accrue pour protéger les minorités et éviter la banalisation de symboles haineux, et celle d'une confiance en la



La délégation de l'UDC Genève : Alexandre Chevalier et Vincent Schaller

force des institutions suisses pour gérer ces questions sans nouvelle contrainte légale. Malgré la pression de certains groupes, dont la CICAD, pour une loi fédérale plus stricte, l'opposition politique demeure forte, notamment dans les rangs conservateurs.

Il est à noter que le peuple s'est largement prononcé sur cette question avec 85% de vote en faveur de l'interdiction de l'utilisation des symboles de haine.

### L'importation du conflit au Moyen-orient en Suisse

Vincent Schaller a dénoncé une instrumentalisation de ce conflit à des fins politiques locales, mettant en garde contre la montée de discours radicaux dans l'espace public. Il a souligné que « Genève ne doit pas devenir un terrain de propagande pour des conflits étrangers », pointant du doigt les manifestations où des slogans radicaux et des actes de vandalisme visent des institutions suisses sous couvert de revendications internationales.

Alexandre Chevalier, de son côté, a rappelé que l'« UDC Genève a classifié le Hamas en tant qu'organisation terroriste et s'est

satisfait de cette prise de position claire pour l'UDC Genève. »

Il a regretté que certains milieux politiques relativisent les violences commises et a insisté sur la nécessité d'une réponse ferme face aux dérives constatées.

L'UDC s'inquiète de l'impact de ces tensions importées sur la cohésion sociale en Suisse et plaide pour une action plus ferme des autorités afin d'éviter que la scène politique locale ne devienne l'écho de conflits extérieurs.

### La Place Ruth Fayon

La dénomination d'une place en hommage à Ruth Fayon, Rescapée d'Auschwitz, a suscité des critiques au sein de l'UDC. Le Secrétaire général de la CICAD s'est étonné d'une opposition certes minime de l'UDC lors du vote au Grand Conseil.

Alexandre Chevalier a dénoncé une tendance générale à politiser le changement des noms de rues. Il estime que ces décisions devraient être prises par « référendum populaire, afin que les habitants concernés aient leur mot à dire ». Dans le cas de la place Ruth Fayon, où seuls des commerces sont présents, la modification de nom est moins sujette à controverse.»





La délégation CICAD : Lionel Halpérin, François Leven, Johanne Gurfinkiel et Roseline Cisier.

Plus largement, l'UDC critique une dynamique où la féminisation des rues devient une priorité politique au détriment d'une évaluation objective des personnalités honorées. Pour ses élus, ce type de décisions reflète une « approche idéologique dogmatique », coupée des préoccupations réelles des citoyens.

### Sécurité des communautés juives

Le financement de la sécurité des communautés juives à Genève a ravivé les tensions au sein du Grand Conseil. Roseline Cisier, Présidente de la CIG, a rappelé que l'UDC avait voté contre une subvention destinée à couvrir une partie des frais sécuritaires de ces communautés en 2023. Elle a pointé du doigt une contradiction dans leur discours, dénonçant un « refus injustifiable alors que la menace contre ces communautés est bien réelle ».

En réponse, Vincent Schaller a défendu la position de son parti en affirmant que la sécurité publique « relève des prérogatives régaliennes de l'État et non de financements spécifiques ». Pour lui, attribuer des subventions ciblées reviendrait à admettre un échec de l'État dans l'exercice de ses missions fondamentales.

Alexandre Chevalier a élargi le débat aux dépenses publiques en critiquant la politique actuelle de subventions. Il a dénoncé « une distribution d'argent sans contrôle réel », notamment dans le domaine culturel, et plaidé pour une gestion plus rigoureuse du budget. Il défend une approche dite du « budget base zéro », qui impliquerait une réévaluation annuelle de chaque dépense, plutôt qu'une reconduction automatique des subventions.

### Dénonciation de l'attaque de bureaux UBS et AXA

La CICAD s'est étonné du peu de réactions face à cette affaire de tags aux slogans comme "From the river to the sea palestine will be free" ou "Mort

### L'UDC Genève soutient :

- Condamne l'importation du conflit au Moyen-Orient en Suisse
- A communiqué sur les dégradations des banques UBS et assurances AXA

### Composition des délégations :

UDC Genève :

**Alexandre Chevalier**: Président section UDC Ville de Genève, Vice président de l'UDC Genève (canton) et candidat au Conseil administratif de la Ville de Genève  
**Vincent Schaller** : Chef de groupe et conseiller municipal, Membre du Comité Directeur UDC Genève (canton) et candidat au Conseil administratif de la Ville de Genève

La CICAD :

**Johanne Gurfinkiel** : Secrétaire général  
**Roseline Cisier** : Présidente de la CIG  
**François Leven** : Trésorier de la CICAD  
**Lionel Halpérin** : Membre du Comité CICAD

aux collabos" sur les bureaux des banques UBS et AXA à Vernier, Genève et Plan-les-Ouates. L'UDC a réagi par communiqué le 7 février.



**Dans la nuit de dimanche à lundi, plusieurs succursales genevoises de la banque UBS (Genève, Plan-les-Ouates, Vernier) et une agence de l'assureur AXA (Vernier) ont été recouvertes d'abjectes inscriptions antisémites. Une présence policière presque inexistante la nuit permet aux militants de la haine d'opérer en toute impunité. L'UDC dénonce ces actes odieux et demande une reprise en main de notre sécurité, y compris la nuit.**

Les slogans infâmes tagués en rouge « morts aux collabos » ou « From the river to the sea » ne laissent planer aucun doute sur les motivations de leurs auteurs. Le dernier slogan est antisémite et appelle à la disparition du seul Etat juif et à la violence contre la population juive.

Récupérer le contrôle de notre sécurité, y compris la nuit, est un engagement des candidats UDC au Conseil administratif de la Ville de Genève Alexandre Chevalier et Vincent Schaller, qui passe notamment par la mise en place de patrouilles la nuit. A Vernier, une majorité du Conseil municipal a refusé au mois de décembre une motion du candidat au Conseil administratif Howard Nobs demandant d'étendre les horaires des APM la nuit, préférant miser sur des travailleurs sociaux hors murs ne disposant d'aucun pouvoir d'autorité.

**Communiqué UDC Genève, 07.02.2025**



**« Les activités de préservation de la Mémoire de la Shoah ont été marquantes, il faut renforcer les partenariats avec les maisons de quartier et explorer des collaborations avec la ville de Genève »**

**Christina Kitsos : Conseillère Administrative Ville de Genève, Candidate à sa réélection**

**Mercredi 12 février 2025**

### **Interdiction de l'utilisation des symboles nazis**

Johanne Gurfinkiel met en avant la loi sur l'interdiction des symboles de haine, un projet qui a bénéficié du soutien actif du Parti socialiste, particulièrement au niveau cantonal, en raison des difficultés rencontrées à l'échelle fédérale.

### **Place Ruth Fayon**

La CICAD remercie également le parti pour son implication dans le dossier de la place Ruth Fayon, en mettant en avant le travail de Romain de Sainte-Marie, Député qui a porté la motion soutenue à la quasi-unanimité. Laurent Selvi souligne les valeurs partagées entre le Parti socialiste et la CICAD, tout en admettant que des désaccords existent sur certains sujets et méritent d'être discutés.

### **Éducation et transmission intergénérationnelle**

Salima Moyard souligne une inquiétude croissante concernant la recrudescence de l'antisémitisme et le manque de connaissance historique. Elle cite une étude indiquant que 20 à 25 % des jeunes ignorent l'existence de la Shoah, ce qu'elle juge alarmant. Christina Kitsos a rappelé l'importance cruciale de l'éducation dans la transmission de la Mémoire et la lutte contre les discriminations, soulignant la disparition progressive des témoins de la Shoah. Elle a proposé de renforcer les partenariats avec les maisons de quartier et d'explorer des collaborations avec la ville de Genève pour des événements ou



La délégation du PS Genève : Salima Moyard, Martin Staub, Thomas Wenger et Christina Kitsos.

des groupes de discussion. Elle a également évoqué l'agenda 21 et le travail d'Alfonso Gomez sur la lutte contre l'antisémitisme, tout en rappelant l'importance de la participation de la CICAD aux initiatives comme la Semaine contre le racisme.

### **Importation du conflit au Moyen-Orient en Suisse**

Laurent Selvi met en évidence un problème contemporain central : l'amalgame injustifié entre des événements internationaux et la réalité locale. Il insiste sur le fait qu'un Suisse de confession juive ne devrait pas se sentir en danger à Genève suite à une déclaration d'un dirigeant étranger. Martin Staub compare cette situation avec celle des musulmans en Suisse, qui ont été sommés de condamner publiquement les attaques du Hamas. Il souligne que demander à une personne de s'exprimer en fonction de son appartenance religieuse revient à l'associer implicitement aux actes commis en son nom, une dynamique qu'il juge profondément injuste. Laurent Selvi conclut en insistant sur la nécessité de s'élever au-dessus de ces amalgames et de refuser toute forme d'essentialisation, qu'elle concerne les

juifs, les musulmans ou toute autre minorité.

Thomas Wenger aborde un problème majeur du numérique : la diminution de la modération sur les réseaux sociaux. Il évoque des discussions sur le groupe WhatsApp de la CICAD, où de nombreux membres s'inquiètent du laxisme des plateformes comme X (dirigé par Elon Musk) et Facebook (Mark Zuckerberg), qui laissent proliférer des discours de haine sans réelle régulation.

Il souligne l'impact de cette libération de la parole antisémite et raciste, qui normalise les préjugés et renforce la radicalisation en ligne.

### **L'affaire Thierry Cerutti**

Martin Staub, indigné suite au geste et propos qu'aurait tenu Thierry Cerutti lors d'un hémicycle, interpelle la CICAD sur son positionnement face à cette histoire. Johanne Gurfinkiel souligne que la CICAD ne peut pas ignorer cette affaire et que le sujet fera l'objet d'une communication si Thierry Cerutti est condamné juridiquement pour ses propos.





La délégation CICAD : Laurent Selvi, Johanne Gurfinkiel et Danielle Benarroch

#### Le PS Genève soutient :

- L'interdiction de l'utilisation des symboles nazis
- La place Ruth Fayon
- Les programmes pédagogiques de la CICAD
- Encourage la CICAD à proposer des projets à la Ville de Vernier ou Lancy

#### Une publication problématique "likée"

Johanne Gurfinkiel évoque le cas d'une candidate qui a "liké" une publication problématique sur Instagram, où un parallèle était fait entre Auschwitz et Gaza. Lorsqu'il l'a interpellée, elle a justifié son action en affirmant qu'elle voulait simplement soutenir la presse indépendante. Le Secrétaire général de la CICAD critique cette absence de discernement, déplorant que la candidate n'ait toujours pas retiré son soutien à cette publication malgré les explications fournies.

Selon lui, le PS devrait être plus ferme en refusant catégoriquement d'associer son image à ce type de messages et en condamnant explicitement ces amalgames. Il souligne que l'absence d'une position claire nuit à la crédibilité du parti et alimente des incompréhensions.

#### La perception de la CICAD

Salima Moyard a remis en question la position de la CICAD, soulignant que bien qu'elle se présente comme une organisation de lutte contre l'antisémitisme, ses statuts historiques incluaient aussi la défense de l'image d'Israël, ce qui pourrait prêter à confusion. Johanne Gurfinkiel a rectifié, précisant que ce n'est plus le cas depuis 20 ans. Toutefois, l'intervenant Salima Moyard a insisté sur l'influence des affaires internationales sur la situation locale, citant des propos du Président de la CICAD qui pourraient laisser entrevoir une prise de position implicite sur la politique israélienne. Elle a suggéré que cela pourrait expliquer les critiques de certains, notamment au Parti socialiste,

percevant la CICAD comme "trop impliquée dans le conflit israélo-palestinien."

*"Aujourd'hui plus que jamais il faut faire preuve de vigilance"*

**Salima Moyard**  
Conseillère Administrative Ville de Lancy

*"L'impact de la libération de la parole antisémite et raciste, qui normalise les préjugés et renforce la radicalisation en ligne."*

**Thomas Wenger** : Président,  
Député au Grand Conseil

*"Depuis le 7 octobre 2023, plusieurs communiqués de presse et résolutions ont été publiés au niveau cantonal et national, incluant systématiquement une condamnation explicite de l'antisémitisme."*

**Martin Staub** : Conseiller  
Administratif Ville de Vernier

#### Composition des délégations :

Le PS Genève :

**Thomas Wenger** : Président, Député au Grand Conseil

**Christina Kitsos** : Conseillère Administrative Ville de Genève, Candidate à sa réélection

**Salima Moyard** : Conseillère Administrative Ville de Lancy

**Martin Staub** : Conseiller Administratif Ville de Vernier

La CICAD :

**Laurent Selvi** : Président

**Johanne Gurfinkiel** : Secrétaire général

**Danielle Benarroch** : Assistante du Secrétaire général et chargée de projets

**Line Behr** : Chargée de communication

Mardi 18 février 2025

### Lutte contre les signes nazis

Face à l'augmentation de symboles nazis dans l'espace public, Maryam Yunus Ebner fait une proposition : "la condamnation des symboles nazis, déjà dénoncés lors d'une campagne cantonale, pourrait être réitérée avec d'autres acteurs politiques. Face à la montée des signes antisémites, l'État doit redoubler de vigilance et réagir avec fermeté à chaque cas."

Laurent Jimaja développe également : "l'inacceptable doit être dénoncé avec force, car il est une réalité quotidienne. La culture joue un rôle essentiel, notamment auprès des jeunes, pour combattre l'inculture, véritable cancer de la société. Sensibiliser, informer et déconstruire les amalgames est une responsabilité collective. De la même manière qu'un salut nazi doit être fermement condamné, il est inacceptable d'assimiler une population juive aux nazis ou de banaliser ces références historiques. Construire un avenir commun passe par une ligne claire et sans compromission face à ces dérives."

"Nous devons être plus réactifs et dénoncer de manière encore plus visible et systématique les signes et symboles antisémites. C'est notre responsabilité de le faire." a déclaré Marjorie De Chastonay.

### Antisémitisme et tensions politiques

Pour Johanne Gurfinkiel, certaines formations politiques hésitent à trancher sur des sujets sensibles, craignant de heurter leur base. Pourtant, des incidents graves émergent, comme l'hostilité envers une professeure injustement stigmatisée au prétexte d'être affublée du terme de sioniste, illustrant un climat délétère.



La délégation des Vert-e-s Genève : Maryam Yunus Ebner, Alfonso Gomez, Marjorie De Chastonay et Laurent Jimaja

Ce contexte soulève des questions sur la responsabilité des partis, notamment chez les Verts, au sein de l'union de la gauche. Parallèlement, si l'extrême droite et le populisme inquiètent, l'extrême gauche alimente aussi les tensions, comme le montrent des figures en France telles que Rima Hassan ou Houria Bouteldja. Et la cible principale demeure les juifs.

Financées par l'argent public, certaines manifestations culturelles se transforment en plateformes de propagande, soulevant des interrogations sur leur instrumentalisation. Le débat sur la députée européenne Rima Hassan divise, notamment en raison de ses déclarations controversées sur le 7 octobre. Alfonso Gomez a une autre analyse de ce cas : Certaines déclarations posent problème, notamment sur le 7 octobre et d'autres prises de position qui, sans nécessairement relever d'un délit, restent problématiques. Il y a une ligne fine entre liberté d'expression et apologie du terrorisme, et c'est à la justice de se prononcer.

Toutefois, mon regard diffère en fonction des personnes concernées. Pour moi, la situation est encore plus préoccupante à Lausanne, où d'autres

figures tiennent des discours ouvertement antisémites ou homophobes. Ce qui m'inquiète profondément, c'est la banalisation progressive de certains discours extrêmes, qu'ils viennent de la droite ou de la gauche. On assiste à un glissement inquiétant du cadre de ce qui est considéré comme acceptable, et c'est un véritable enjeu de société.

### L' "affaire Cerutti"

Si les Vert.e.s ont été particulièrement choqués par le salut nazi effectué par Elon Musk lors de l'investiture de Donald Trump, ils déclarent également avoir porté plainte face au geste de Thierry Cerutti en plénière.

Pour Laurent Jimaja aucune relativisation n'est possible : " il faut une position claire, tant à l'international qu'en interne. Tous les citoyens doivent être protégés contre toute forme de discrimination, sans exception. Attendre les décisions de justice ne suffit pas. Les comportements inacceptables doivent être dénoncés immédiatement, car c'est une responsabilité politique.





La délégation CICAD : Einat Kandel, Lionel Halpérin, Laurent Selvi et Johanne Gurfinkiel

Les prises de position ne doivent pas seulement suivre le droit, mais aussi influencer le débat et les décisions à venir.”

### Laïcité

Si le soutien à la laïcité ne fait aucun doute pour Les Vert.e.s, des nuances persistent. Certains plaident pour une présence plus marquée du religieux dans l'espace public, tandis que d'autres estiment qu'il devrait rester préservé. Ce débat, qui traverse toutes les confessions, interroge sur l'équilibre à trouver. Pour Alfonso Gomez, "l'histoire genevoise montre que la séparation du religieux et de l'espace public a souvent contribué à apaiser les tensions.”

Lionel Halpérin souligne qu'”un positionnement flou ou des divisions internes rendent certains acteurs politiques moins audibles, laissant le champ libre aux extrêmes. Du centre-droit au centre-gauche, il devient crucial de réinvestir le débat public pour éviter que des discours polarisants ne s'imposent. L'enjeu : défendre des positions fermes sans tomber dans la stigmatisation.”

Alfonso Gomez est clair : “la préoccupation est aussi de ne pas stigmatiser une population quelle qu'elle soit”.

Marjorie de Chastonay ajoute : “en tant qu'enseignante d'Histoire, je suis attachée à la laïcité qui permet avant tout la séparation et la neutralité de l'État et des institutions publiques par rapport aux religions. À ce sujet, le défi est de rester cohérent sur cette séparation tout en évitant et dénonçant les stigmatisations et les discriminations. C'est notre devoir d'y veiller.

### Le Cancel de Genève

Après de nombreuses années de travail entre la CICAD et la Ville de Genève ainsi que les Autorités en charge, l'inauguration du Cancel de Genève, marquant le premier ghetto juif s'est déroulé en juin 2024. Cependant, l'emplacement actuel est provisoire et ne marque pas encore la véritable place de ce lieu de Mémoire. Alfonso Gomez, qui a lui-même inauguré cet événement, regrette que les choses n'avancent pas plus vite mais se dit très impliqué dans l'avancement de ce projet.

### Les Vert-e-s Genève soutiennent :

- L'interdiction de l'utilisation des symboles nazis
- La culture comme vecteur de sensibilisation aux discriminations
- Dénoncer tout acte antisémite
- Le travail de Mémoire de la CICAD : le Cancel de Genève et la Place Ruth Fayon

### Composition des délégations :

Les Vert-e-s Genève :

**Alfonso Gomez** : Membre du Conseil Administratif Ville de Genève, Candidat au Conseil administratif

**Marjorie De Chastonay** : Députée au Grand Conseil, Candidate au Conseil administratif

**Laurent Jimaja** : Conseiller Administratif Ville du Grand-Saconnex

**Maryam Yunus Ebner** : Conseillère administrative Ville d'Onex, Candidate au Conseil administratif

La CICAD :

**Laurent Selvi** : Président

**Johanne Gurfinkiel** : Secrétaire général

**Lionel Halpérin** : Membre du Comité

**Danielle Benarroch** : Assistante du Secrétaire général et chargée de projets

**Einat Kandel** : Analyste

**« Le Pont du Mont-Blanc a été pavoisé le 27 janvier pour la journée internationale de commémoration de l'Holocauste malgré d'autres requêtes concurrentes. Dans un contexte de montée de l'antisémitisme, il était essentiel de marquer cette journée avec force et conviction »**

**Marie Barbey-Chappuis, Membre du Conseil Administratif Ville de Genève,  
Candidate au Conseil administratif**

**Mercredi 19 février 2025**

### **Les manifestations anti-israéliennes à Genève**

La question des manifestations est un thème récurrent dans la discussion. Le débat tourne autour de la régulation des manifestations en ville, notamment leur impact sur l'ordre public, la liberté d'expression et les réactions politiques.

La délégation du Centre Genève : Sébastien Desfayes, Philippe Rochetin, Marie Barbey-Chappuis et Vincent Gillet.

Marie Barbey-Chappuis considère que les manifestations à caractère international doivent avoir lieu sur la Place des Nations, de manière à éviter de bloquer l'accessibilité au centre-ville de manière répétée. Elle a fait part de sa préoccupation à de maintes reprises aux autorités cantonales qui décident des itinéraires. Elle indique que le nombre de demandes de manifestations a heureusement diminué depuis quelques mois. Johanne Gurfinkiel observe que malgré une accalmie temporaire, les manifestations semblent repartir à la hausse. Il mentionne des échanges avec des responsables en Allemagne, qui ont fait face à des problématiques similaires. Sébastien Desfayes rappelle que bien que certaines préoccupations aient été soulevées sur la régulation des manifestations, la majorité politique au Conseil d'État a peu de latitude pour agir. Il conclut en suggérant que la question des manifestations restera un enjeu politique central dans les discussions à venir.



La délégation du Centre Genève : Sébastien Desfayes, Philippe Rochetin, Marie Barbey-Chappuis et Vincent Gillet

### **Les graffitis sur UBS et AXA**

Marie Barbey-Chappuis mentionne qu'elle a condamné publiquement et fermement ces actes lors de la session du Conseil Municipal. Elle déplore toutefois la manière dont l'UDC a instrumentalisé cette affaire en reprochant aux autorités leur inaction. Johanne Gurfinkiel répond qu'il ne s'agissait pas de demander une intervention directe, mais plutôt de souligner la difficulté à prévenir de tels actes. Il souligne que la réaction officielle est essentielle, plus encore que la prévention. Il insiste sur l'importance d'une communication politique forte et la nécessité d'un message clair condamnant ces actes, notamment lorsqu'ils ont un caractère antisémite. Il évoque également la nécessité pour les responsables politiques de s'exprimer publiquement pour montrer que le sujet est pris au sérieux. Philippe Rochetin reconnaît que l'attention portée aux différents sujets d'actualité varie et qu'il peut y avoir des lacunes dans le suivi de certains événements; encourageant la CICAD à communiquer plus largement encore auprès des partis et élus.

### **Journée de la Mémoire des victimes de l'Holocauste**

Marie Barbey-Chappuis aborde la question du pavoisement du Pont du Mont-Blanc pour le 27 janvier, Journée internationale de commémoration en Mémoire des victimes de l'Holocauste. Elle explique qu'elle a validé cette demande qui a été adressée à son département, malgré d'autres requêtes concurrentes pour la même période. Cela lui semblait en effet particulièrement important, dans un contexte de montée de l'antisémitisme, de rappeler cette journée si particulière. Il en va du devoir de mémoire.

### **L'importation du conflit israélo-palestinien et ses conséquences locales**

Marie Barbey-Chappuis évoque la manière dont le conflit israélo-palestinien se répercute localement, créant un climat anxieux, en particulier pour la communauté juive. Elle a bien conscience que de voir des manifestations & rassemblements réguliers et des slogans parfois hostiles sous ses fenêtres peut générer une profonde inquiétude.



Johanne Gurfinkiel, représentant la CICAD

Comme évoqué précédemment, son département s'était opposé à une manifestation pour la Palestine en raison de son tracé au départ de la Place de Neuve et passant par les rues basses et le Pont du Mont-Blanc. Elle avait toutefois été déboutée par le Tribunal administratif de première instance et l'événement autorisé par le canton avait eu lieu. La ville a fait appel de cette décision, soutenue à l'unanimité par le conseil administratif, afin de conserver son autonomie dans la gestion de l'espace public. Le recours est pendant.

### Les attaques de BDS envers la CICAD

Sébastien Desfayes s'interroge sur l'existence d'une réelle volonté politique de s'opposer à certains mouvements problématiques. Il demande si le Conseil d'État, et plus particulièrement Carole-Anne Kast, est réceptive à ces préoccupations.

Johanne Gurfinkiel répond que la perception du problème varie en fonction des sensibilités politiques. Il estime que l'antisémitisme est souvent réduit à sa forme traditionnelle, liée aux stéréotypes historiques et aux mouvements néo-nazis, sans prendre en compte les nouvelles formes d'antisémitisme, notamment celles véhiculées par certains courants militants anti-israéliens. Il note aussi une tendance de certaines autorités à minimiser ou à excuser certains comportements sous prétexte de liberté d'expression, ce qui complique la lutte contre ces dérives.

### Le Centre Genève soutient :

- L'interdiction de l'utilisation des symboles nazis
- La culture comme vecteur de sensibilisation aux discriminations
- Dénoncer tout acte antisémite
- Le travail de Mémoire de la CICAD : le Cancel de Genève et la Place Ruth Fayon

### Composition des délégations :

Le Centre Genève :

**Philippe Rochetin** : Président

**Marie Barbey-Chappuis** : Conseillère administrative, Candidate au Conseil administratif

**Sébastien Desfayes** : Député au Grand Conseil

**Vincent Gillet** : Secrétaire général

La CICAD :

**Johanne Gurfinkiel** : Secrétaire général

**Danielle Benarroch** : Assistante du Secrétaire général et chargée de projets



**Michaël Maquarti : Vice-Président PVL Canton de Genève, Candidat au Conseiller municipal**

**Jeudi 20 février 2025**

### **L'importation du conflit israélo-palestinien dans le débat politique local**

Johanne Gurfinkiel aborde la question de l'influence du conflit israélo-palestinien sur la politique locale. Il estime que ce sujet est devenu central dans les débats et qu'il rend le positionnement des partis particulièrement difficile. Il cite l'exemple du Parti socialiste, qui peine à adopter une ligne claire sur la question, ce qui crée des tensions internes et externes.

Aurélien Barakat intervient en précisant qu'il est essentiel de reconnaître que le sujet de l'antisémitisme est devenu presque tabou. Il note que toute prise de position peut entraîner des réactions vives et disproportionnées dans l'espace public.

Michaël Maquarti réagit en affirmant qu'il ne comprend pas qu'il puisse y avoir un débat sur l'existence même du problème antisémite. Selon lui, il peut y avoir des divergences sur la manière de l'aborder ou de répondre à ses manifestations, mais pas sur le fait qu'il existe et qu'il doit être combattu. Il rappelle que son parti, n'ayant pas de représentants dans les exécutifs municipaux ou cantonaux, a plus de difficulté à se faire entendre sur ces sujets.

Il donne l'exemple de Michel Mater, membre du parti, qui a réagi immédiatement après l'attaque du 7 octobre en dénonçant clairement les violences. Cette réactivité est saluée, mais Michaël Maquarti admet que le parti, de manière générale, devrait prendre position sur le fond de la



La délégation des Vert' Libéraux Genève : Michaël Malquarti, Sabine Latour, Jean-Eudes Gautrot, Michel Roche, Manuelle Pernoud Nussbaum, Aurélien Barakat et Yves Herren.

problématique et aller au-delà des discours généralistes sur la tolérance et le vivre-ensemble.

Sabine Latour affirme n'avoir jamais entendu de remarques antisémites en public et s'en réjouit. Elle félicite la communauté locale pour cela. Cependant, elle invite à signaler tout cas d'interpellation ou d'agression, estimant que de tels actes ne sont pas acceptables.

Manuelle Pernoud affirme également n'avoir jamais constaté d'actes ou de paroles antisémites dans sa commune, mais qu'elle réagirait fermement si c'était le cas. Elle distingue la situation locale de la montée des actes antisémites signalée à un niveau plus large, qu'elle juge préoccupante et insiste sur l'importance de réagir lorsqu'une situation le requiert.

Sur le plan international, elle souligne la complexité d'adopter une position publique, craignant d'être étiqueté et que cela devienne un fardeau durable. Elle estime que leur parti doit se concentrer sur ce qui se passe localement, sans prendre position sur des conflits étrangers qui ne les concernent pas directement. Bien qu'ils aient réagi aux événements d'octobre, elle considère qu'il serait trop délicat d'adopter une position officielle au nom du parti sur ces questions.

### **Les réactions face aux affiches polémiques**

Johanne Gurfinkiel interroge les participants sur les Unes controversées publiées récemment par Le Courrier, comparant Auschwitz et Gaza avec le slogan « plus jamais ça ». Il exprime son indignation et estime que ces affiches sont intolérables. Il regrette que les partis politiques ne réagissent pas assez fortement à ce genre de publications et ne prennent pas position pour dénoncer ce type d'amalgames.

Aurélien Barakat admet ne pas avoir vu l'affichette et reconnaît que cela illustre le besoin d'être mieux informé et mobilisé sur ces sujets. Il souligne qu'un effort doit être fait pour sensibiliser davantage les acteurs politiques sur ces problématiques.

### **La prise de parole publique du parti**

Michaël Maquarti exprime son ressenti sur la difficulté de parler de certaines problématiques, notamment les actes antisémites survenus lors des manifestations à l'université. Il se souvient d'un échange avec Marc Vieira, au cours duquel il avait été choqué d'apprendre qu'il y avait eu une « chasse aux juifs ».





Johanne Gurfinkiel, Secrétaire général de la CICAD.

Il regrette de ne pas s'être exprimé publiquement sur ce sujet, expliquant qu'il ne voulait pas être perçu comme opportuniste ou en quête de visibilité, en raison de son absence de fonction officielle en politique.

Cependant, il reconnaît que ce silence peut être perçu comme un manque de soutien et qu'il est important de prendre position. Il admet que certaines figures politiques, comme Michel Matter, ont su s'exprimer avec sincérité et conviction, et que ces prises de position sont essentielles pour éviter un sentiment d'isolement chez ceux qui dénoncent ces actes.

Johanne Gurfinkiel confirme cette analyse, citant Michel Matter comme un exemple de personne ayant su agir rapidement après des événements graves, en publiant un texte clair et engagé. Il insiste sur le fait que peu importe qu'une personne soit élue ou non : ce qui compte, c'est la sincérité et l'impact du message. Il déplore que, bien souvent, ceux qui dénoncent ces problèmes se sentent seuls et isolés.

### La sensibilisation dans les écoles

Sabine Latour demande quelles actions une petite commune comme la sienne pourrait entreprendre de manière proactive en matière de communication et de soutien. Elle s'interroge sur les initiatives possibles et les ressources que l'on pourrait lui fournir. Elle mentionne son intention d'en discuter avec Stéphane Zbinden,

, directeur de l'école primaire, afin de savoir s'il a déjà rencontré des difficultés à ce sujet, notamment dans un contexte où la population locale est très homogène. Enfin, elle cherche à savoir comment les autorités municipales et administratives pourraient mieux soutenir ces efforts. Sabine Latour évoque deux approches possibles pour aborder la question. D'une part, elle prévoit de discuter avec le directeur de l'école afin d'évaluer d'éventuels problèmes et voir s'il y a des améliorations à apporter. D'autre part, elle souligne le rôle des travailleurs sociaux en milieu urbain, qui interagissent avec une population plus diverse que celle d'origine de la commune. Elle mentionne des initiatives déjà mises en place, comme une soirée sur la démocratie et un conseil municipal virtuel pour les jeunes, et considère que cela pourrait être une bonne approche. Enfin, elle s'engage à contacter les responsables pour explorer d'éventuelles actions supplémentaires.

Dans le cas des signalements d'actes antisémites, Manuelle Pernoud souligne l'importance de la circulation de l'information et du rôle des élus, notamment dans les conseils municipaux et les commissions. En tant qu'élue elle suggère l'éventualité d'inviter des représentants de la CICAD à un moment donné en tant que lanceur d'alerte.

### Les Vert' Libéraux Genève soutiennent :

- Adoption d'une position claire et ferme dans la lutte contre l'antisémitisme et les amalgames.
- Un débat responsable sur le conflit israélo-palestinien
- Signalement de la présence de groupes extrémistes dans certains milieux, notamment universitaires

### Composition des délégations :

Les Vert' Libéraux Genève :

**Aurélien Barakat** : Président PVL Canton de Genève, Candidat Conseil municipal

**Michaël Maquarti** : Vice-Président PVL Canton de Genève, Candidat au Conseiller municipal

**Manuelle Pernoud** : Vice-Présidente PVL Canton de Genève

**Michel Roche** : Secrétaire général PVL Canton de Genève, Candidat au Conseil municipal

**Yves Herren** : membre du Comité Directeur, Candidat au Conseil municipal

**Jean-Eudes Gautrot** : Candidat au Conseil municipal de Veyrier

**Sabine Latour** : Membre du Comité Directeur

La CICAD :

**Johanne Gurfinkiel** : Secrétaire général

**Danielle Benarroch** : Assistante du Secrétaire général et chargée de projets

**Jeudi 6 mars 2025**

### Genève face à une recrudescence des actes antisémites

Depuis 2023, les actes antisémites connaissent une inquiétante augmentation à Genève et en Suisse, un phénomène qui s'est accéléré depuis le 7 octobre dernier. Simon Brandt, Candidat au Conseil Administratif de la Ville de Genève et adjoint scientifique à l'état-major de la Police cantonale, dresse un constat alarmant : les manifestations et discours hostiles se multiplient, amplifiant le sentiment d'insécurité au sein de la communauté juive.

Laurent Selvi, Président de la CICAD, pointe également du doigt une importation du conflit du Moyen-Orient dans le débat local, alimentant tensions et hostilités. Ayant participé au recensement des actes antisémites, Simon Brandt évoque notamment la recrudescence de croix gammées sur l'espace public, parfois tracées par des enfants inconscients de leur signification. Un constat qui soulève un enjeu majeur d'éducation et de sensibilisation, alors que d'autres inscriptions relèvent, elles, d'une intention clairement antisémite.

### Sensibilité et engagement des élus

Francisco Taboada, en tant que Député au Grand Conseil siégeant à la Commission des droits de l'Homme et Candidat au Conseil Administratif de la Ville de Veyrier, exprime son attachement à ces problématiques, renforcé par des témoignages reçus par des tiers. Il affirme que les préoccupations liées à l'antisémitisme trouvent une oreille attentive au sein de son groupe politique, et que le travail législatif au Grand Conseil intègre déjà ces enjeux sécuritaires et sociétaux. Il



La délégation Libertés et Justice sociale : Francisco Taboada, Simon Brandt et Jacques-François Perrenoud

mentionne la possibilité d'interventions au niveau de la députation et des droits de l'homme pour prendre en charge ces problématiques de manière plus institutionnelle.

Alors que les élections approchent, Simon Brandt réaffirme son engagement à soutenir les préoccupations soulevées par les interlocuteurs. Il propose de maintenir un contact régulier après les élections pour continuer à relayer les informations et organiser des actions en conséquence.

### Stratégies de lutte contre l'antisémitisme

Simon Brandt met en avant une tolérance zéro vis-à-vis des actes antisémites. Il insiste sur l'importance de la sécurité pour toutes les communautés, tout en rejetant les replis identitaires. Au niveau municipal, il préconise deux axes d'action concrets :

- Effacer dans les deux heures les graffitis antisémites dans l'espace public, afin de ne pas laisser ces messages haineux visibles trop longtemps.

- Former des policiers municipaux à ces questions, voire créer un flotier communautaire dédié à la communauté juive, chargé de relayer les doléances et d'assurer une présence accrue lors d'événements sensibles.

Il souligne que la police municipale de Genève compte 200 agents, mais qu'ils ne sont pas toujours utilisés efficacement en matière de prévention et de proximité. Il plaide pour une meilleure coordination avec la police cantonale afin de répondre plus efficacement aux menaces pesants sur la communauté juive.

### L'importation du conflit israélo-palestinien sur le territoire Suisse

Laurent Selvi revient sur la définition de l'antisémitisme adoptée par l'International Holocaust Remembrance Alliance (IHRA), qui inclut l'instrumentalisation des conflits internationaux pour légitimer des discours ou actes antisémites. Il cite en exemple les occupations universitaires récentes qui, selon lui, témoignent de cette importation du conflit et participent à la montée d'un climat délétère.



La délégation CICAD : Laurent Selvi et Marc Berrebi

Marc Berrebi, Membre du Comité CICAD, met en avant un récent sondage français rappelant que 16 % des lycéens refusent d'avoir des amis juifs, un chiffre alarmant qui peut refléter des tendances similaires en Suisse. L'antisémitisme actuel crée un sentiment de solitude parmi les membres des communautés juives. Bien que beaucoup condamnent ces discriminations, rares sont les représentants politiques qui s'expriment publiquement, laissant les Juifs en première ligne et souvent disqualifiés en raison de leur nom. Ce silence général renforce leur isolement. Il parle d'une responsabilité collective contre l'antisémitisme.

### Les occupations des Universités

À l'Université de Genève, la politisation croissante, notamment autour de la question palestinienne, sidère Jacques-François Perrenoud, Candidat au Conseil Municipal de la Ville de Genève. Il s'inquiète que les jeunes ne soient pas plus choqués et interpellés par ces occupations et manifestations. Le rectorat semble dépassé et incapable d'encadrer ces dynamiques. La nécessité pour les autorités universitaires et politiques d'instaurer un cadre respectueux de la liberté d'expression tout en limitant les dérives idéologiques est mise en lumière. Le rôle du Grand Conseil, soulève aussi des interrogations sur l'influence des milieux universitaires sur le débat politique. Francisco Taboada souligne que la comparaison avec une meilleure gestion de cette problématique par les Universités de Suisse allemande a été mentionné au Grand Conseil.

### Les subventions à des associations accueillant des figures controversées

Certains festivals et organisations culturelles subventionnées, comme Black Movie, ayant invité Rima Hassan, le FIFDH et Apartheid Free Zone, sont accusés de polariser le débat en accueillant des figures controversées. L'argent public servirait ainsi à soutenir des structures qui excluent ou stigmatisent une partie de la population, une situation jugée inacceptable par les intervenants. Simon Brandt évoque aussi le cas de l'agenda de la CUAE et ses messages controversés, financé indirectement par les taxes universitaires. Face à cette situation, Marc Berrebi lance un appel à une meilleure vigilance et à une réaction politique plus rapide face aux dérives identifiées. Une collaboration plus étroite avec des élus engagés est encouragée pour ne pas laisser ces questions sans réponse. Il apporte l'idée d'interroger les bénéficiaires de subventions publiques lorsqu'ils sont impliqués dans des controverses. Simon Brandt envisage la possibilité d'exiger des explications lors des discussions budgétaires, en demandant des auditions de la FIFDH et de Black Movie. Il est souligné que bien que les subventions soient reconduites automatiquement, une remise en question reste possible si des éléments préoccupants sont soulevés en amont du vote budgétaire. Il propose de porter la question au Conseil municipal et au Grand Conseil, tout en réfléchissant aux implications stratégiques et évoque l'idée d'impliquer la CICAD comme appui dans cette audition.

### Libertés et justice sociale soutient :

- Effacement rapide des graffitis et formation des policiers.
- Auditions publiques pour les subventions à des organisations controversées comme Black Movie
- Une prise de position plus forte en cas d'actes antisémites

### Les tags sur les succursales UBS

Marc Berrebi s'est dit profondément choqué et a exprimé un sentiment d'insécurité à Genève face ces appels à la violence tagués en rouges sur les succursales d'UBS (« Mort aux collabos », « From the river to the sea »). Il regrette un manque de prise de parole et de position des élus politiques face à ce phénomène qui concerne l'ensemble de la population genevoise. Les trois candidats se sont montrés tout à fait enclin à se faire plus entendre lors de ce types d'actes se produisent et ont demandé à la CICAD de ne pas hésiter à les solliciter.

### Composition des délégations :

Libertés et justice sociale :

**Simon Brandt** : Candidat au Conseil Administratif Ville de Genève

**Francisco Taboada** : Député au Grand Conseil, Candidat au Conseil Administratif Ville de Veyrier

**Jacques-François Perrenoud** : Candidat au Conseil Municipal de la Ville de Genève.

La CICAD :

**Laurent Selvi** : Président

**Marc Berrebi** : Membre du Comité CICAD

**Line Behr** : Chargée de communication

Malgré les propositions de dates de rencontre avec la CICAD dans le cadre des élections genevoises et plusieurs relances, le parti **“Ensemble à gauche”** n’a pas souhaité rencontrer l’association.

Voici le mail qui a été adressé à la CICAD de la part du groupe “Ensemble à gauche” le 14 février 2025 :

« Bonjour,

Nous vous remercions pour cette invitation et vous rejoignons sur votre volonté de lutter contre l’antisémitisme. Néanmoins, votre positionnement sur la situation à Gaza et vos attaques récentes contre certains camarades et organisations pacifistes nous invite à refuser cette rencontre. Nous continuerons notre combat pour la paix et contre l’antisémitisme avec nos alliés tel que le collectif Marad.

Cordialement, »

